Revue de presse **16 août 2016**

Le Code de la communication médiatisée a été déclaré conforme à la Constitution par la Haute Cour Constitutionnelle, qui a rendu sa décision la semaine dernière. Se disant consternés, certains quotidiens associent la responsabilité de cette décision au Chef de l'Etat, lequel évoque cependant une « responsabilité partagée ». Par ailleurs, l'arrivée d'une délégation de la SADC conduite par Joaquim Chissano a retenu l'attention des journaux.

Politique interne

CODE DE LA COMMUNICATION : LE VERDICT DE LA HCC EST TOMBE

La Haute Cour Constitutionnelle a déclaré conforme à la Constitution, le nouveau Code de la communication médiatisée ainsi que la loi sur la cybercriminalité. « On voyait mal la HCC décider autrement, commente l'éditorialiste de **L'Express de Madagascar (p. 5)**. *Que pouvait-on attendre d'une institution dont la majorité des membres sont d'obédience présidentielle et sachant que la volonté d'adopter ce Code émane de la Présidence, comme en témoigne la convocation immédiate d'une session extraordinaire après un ajournement à l'Assemblée nationale. L'adoption de ce Code n'est pas une défaite pour la presse et les journalistes, mais une victoire de la bêtise qui servira malheureusement tous ceux qui arriveront, au pouvoir par le plus pur des hasards et tous ceux qui confondent la démocratie à un rétrécissement de la voie des idées différentes, soutient le journal.*

- *La balle est maintenant dans le camp du Chef de l'Etat, qui doit promulguer ou non le nouveau Code de la communication médiatisée. Thèse qu'il a tenu à réfuter, en déclarant que la balle est dans le camp de tout un chacun, dans la mesure où une loi n'est pas faite pour un Président. « Le gouvernement, les journalistes, la HCC, chacun a pris ses responsabilités », a-t-il réitéré.* **(La Vérité, p. 3)**
- *La HCC a émis quelques réserves sur certains points soulevés dans le Code de la communication, histoire de jeter encore quelques responsabilités au Président de la République dans l'interprétation de ce qui y est écrit. (***L'Observateur, p. 3).**
- *« Comme le texte est conforme à la Constitution, la messe est dite », a réagi le Président de la République, le 13 août dernier, par rapport à cette décision de la HCC. En même temps, il s'est dit ouvert au dialogue, tant que la démarche ne vise pas à mettre en place une nouvelle Transition. Au vu de ces contradictions,* **L'Express de Madagascar (p. 5)** *s'interroge si le Président est réellement sincère ou ses déclarations sont-elles lancées dans le vide ?*
- *Le Président Hery Rajaonarimampianina a fait savoir que la HCC est maître de sa décision. Mais aux yeux de la population, la HCC a suivi la voie et la voix de son maître (ndlr : le Président de la République), soutient la journaliste Lalatiana Rakotondrazafy.* **(Les Nouvelles, p. 3)**
- *L'actuelle HCC semble être allée trop loin dans la défense de l'Exécutif, qu'il lui est désormais difficile de faire croire qu'elle respecte la Constitution ou de regagner le peu de crédibilité qu'elle avait, commente* **La Gazette de la Grande Île (p. 3).**
- *L'ensemble des professionnels des médias sont consternés, à tel point qu'on se demande comment envisager l'avenir, lance l'éditorialiste de* **La Vérité (p. 3)**. *A un*

certain moment pourtant, le président de la HCC faisait nourrir l'espoir dans la mesure où, étant un ancien journaliste, il devait se rappeler personnellement, l'importance de la liberté d'expression dans l'exercice du métier.

SOMMET DE LA FRANCOPHONIE : L'EXECUTIF CHANGE DE LANGAGE

Les discours de départ des responsables étatiques concernant les chantiers en vue du Sommet de la Francophonie, avaient matraqué qu'ils « seront prêts à temps », sinon « seront livrés à la fin du mois de novembre ». Or, le 13 août dernier, au cours d'une visite de l'aéroport d'Ivato et de deux nouvelles route en construction, le Président Hery Rajaonarimampianina a affirmé que « si les chantiers sont prêts pour le Sommet, tant mieux ; sinon, les travaux continueront ». Visiblement, l'objectif est d'affirmer que l'Etat est prêt et déterminé à accueillir le Sommet et ce, même si certaines infrastructures ne seront pas prêtes dans les délais prévus. D'ailleurs, les travaux sont actuellement au point mort, pour ne citer que le chantier du Village de la Francophonie. Conçu dans un premier temps pour accueillir ce rendez-vous international, le Village ne sera finalement pas livré en totalité en novembre, comme le précise le site officiel de la Société d'Equipement Immobilier de Madagascar. Narson Rafidimanana, ministre en charge des Projets présidentiels avait déjà évoqué, le limogeage de la directeur générale de la SEIMAD, Olivia Ratsiferana, dont l'équipe aurait commis une « erreur de communication » en annonçant la livraison à temps de l'ensemble des travaux. Au final, le Village dénommé Voara n'a jamais été prévu pour le Sommet de la Francophonie. Il s'agit en fait d'un projet de la SEIMAD qui semble s'être incrusté au forceps, avant de disparaître du programme comme l'a été le prêt chinois de près de 90 milliards d'Ariary prévu par la Loi de finances initiale pour le financer. **(L'Express de Madagascar, p. 3 ; La Vérité, p.3)** *En outre, les 7 familles victimes d'expulsion à Andohatapenaka, dans le cadre de la construction du Village de la Francophonie, ont saisi le Conseil d'Etat le 12 août dernier, afin de demander l'annulation de l'arrêt ministériel ordonnant leur expulsion des lieux pour cause d'utilité publique. L'avocat des plaignants a tenu à attirer l'attention sur le caractère suspensif de cette saisine.* **(Madagascar-Laza, p. 4)**

- *Les infrastructures de l'aéroport d'Ivato, prévues pour l'accueil du Sommet de la Francophonie, seront prêtes à la mi-octobre. Il s'agit entre autres, de l'extension du tarmac et celle du pavillon présidentiel. Par contre, les travaux de remise à niveau des outils et de développement du terminal international sont prévus se terminer en 2019. Les travaux sont réalisés dans le cadre d'un partenariat entre l'Etat malgache et la société Ravinala Airports. (***Les Nouvelles, p. 18 ; Midi Madagasikara, p. 9)**
- *Les dirigeants multiplient actuellement les sensibilisations et les tractations afin d'éveiller la fierté nationale des Malgaches en abritant ce Sommet de la Francophonie. Un appel qui ne convainc, cependant, pas les opposants, privés de leur liberté d'expression et de manifestation.* **(Les Nouvelles, p. 3)**
- *« L'Etat français commence à dire que l'accueil du Sommet de la Francophonie par un pays pauvre et colonisé tel que Madagascar représente un poids pour lui ». Sans mentionner sa source, le journal* **La Gazette de la Grande Île (p. 12)** *enfonce le clou, en concluant que même les Français ne sont pas très enthousiastes à l'idée d'aider Madagascar dans l'organisation de ce Sommet. Le quotidien remarque, en outre, que la population malgache ne s'est jamais manifestée pour dire qu'elle approuve ou qu'elle encourage les gouvernants malgaches dans ce projet.*

APPEL A LA DEMISSION : LE PRESIDENT REPOND A SES DETRACTEURS

Depuis quelques semaines, les détracteurs du régime multiplient les manœuvres et déclarations pour pousser le Chef de l'Etat à démissionner, ou du moins à partager le pouvoir. Ils mettent en avant les gabegies et abus de certains dirigeants et entourages présidentiels, ou encore la corruption dans les hautes sphères de l'Etat, pour motiver leur initiative. Pour les gouvernants en place, ces intentions ne sont visiblement que des réactions de politiciens en mal de pouvoir, qui craignent de se confronter au verdict des urnes. **(L'Express de Madagascar, p. 5)** *Concernant précisément le projet de descente dans la rue prévu par le camp de l'opposition, le Président a rétorqué qu'un coup d'Etat et une nouvelle Transition n'arrangeront pas nos affaires. De même une descente dans la rue ne constitue pas une solution, a-t-il indiqué, tout en suggérant aux politiciens d'attendre les prochaines échéances électorales.* **(Midi Madagasikara, p. 3 ; Madagascar-Laza, p. 14).** *En attendant, l'AFP ou Antso ho an'ny Fanavotam-pirenena, à l'initiative de cette descente dans la rue, appelle tous les Malgaches à se mobiliser au niveau des fokontany pour venir nombreux le 19 août prochain sur la Place de l'Indépendance. L'objectif étant de « montrer que bon nombre de Malgaches n'approuvent plus le régime HVM ».* **(La Gazette de la Grande Île, p. 13)**

Economie et société

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION : SUR LA QUESTION DES PREUVES

Les chances d'obtenir gain de cause dans une accusation de corruption sont infimes. Et pour cause, lors d'un procès portant sur une accusation de corruption à l'encontre de responsables auprès d'une administration locale et d'autres du Service des domaines et de la topographie, le président du Tribunal a demandé à la partie plaignante si elle a vu de ses yeux une transaction financière illicite entre les accusés. Au regard du déroulement du procès, une accusation pour corruption devrait ainsi être assortie d'une preuve spatiale, temporelle et physique de l'acte. Interrogé sur cette affaire, Jean Louis Andriamifidy, directeur général du Bureau Indépendant Anti-Corruption a déclaré qu' « en tant qu'infraction occulte, la corruption laisse rarement des traces et est difficile à prouver, sauf flagrant délit ». A entendre ses explications, une accusation de corruption sans preuve formelle pourrait ne jamais obtenir gain de cause devant le Tribunal. Il a rassuré cependant, que des réformes apportées par les nouvelles lois ont prévu des « moyens de preuve autorisés » tels que la livraison surveillée, qui consiste à faire en sorte de surprendre en flagrant délit un acte de corruption, ou encore les écoutes téléphoniques et les moyens offerts par les nouvelles technologies de l'information et de la communication. **(L'Express de Madagascar, p. 5)**

DECLARATION DES EVEQUES : VERS UN RAPPROCHEMENT AVEC L'ETAT

La Conférence épiscopale des évêques a fait une déclaration à la suite de sa session extraordinaire de la semaine dernière. Il en émane entre autres, que les évêques proposent une collaboration sérieuse entre l'Etat et les églises pour faire régner la justice. Pour ce faire, l'église est prête à soutenir l'éducation citoyenne, à travers la commission épiscopale « Justice et Paix », afin de restaurer les valeurs fondamentales telles que l'honnêteté, le dévouement, la charité, la dignité humaine et le souci de l'intérêt général. **(Madagascar-Laza, p. 7)** *En somme, les évêques attirent l'attention sur les principes de patriotisme, liberté et progrès. Parallèlement, ils dressent un constat sombre de la situation actuelle, tout en*

pointant du doigt les dirigeants actuels, lesquels sont accusés d'entretenir « un régime inefficace et des promesses fallacieuses mêlées de mensonges, laissant la porte ouverte à la violence ». **(La Vérité, p. 2)**

Communauté internationale

SADC : JOAQUIM CHISSANO A MADAGASCAR

Joaquim Chissano, médiateur de la Communauté de Développement des Etats d'Afrique Australe (SADC) durant la période transitoire de 2009, a débarqué à Madagascar le 13 août dernier. Le personnage revient à Madagascar dans une période où la conjoncture politique tend à devenir brûlante, commente **L'Express de Madagascar (p. 5).** *Ce médiateur de la SADC et son équipe ont pour mission d'examiner l'évolution du processus de sortie de crise à Madagascar. Joaquim Chissano rencontrera le Président de la République, ce jour.* **Madagascar Matin (p. 2 et 3)** *se veut pessimiste, en déclarant que le pays se trouve cette fois dans une telle impasse que ni la SADC ni le Conseil de réconciliation malgache ni aucun autre sigle, qui prétendent avoir des émissaires doués en politique et en gestion de crise ne peuvent résoudre. Il ne faudra pas grand-chose pour déclencher une nouvelle répression populaire semblable aux événements de 2009.*

- **Tia Tanindrazana (p. 3)** *informe que la délégation de la SADC rencontrera l'ancien Président Marc Ravalomanana ce jour. Des bruits circulent également qu'elle prévoit de s'entretenir avec le FFM, avec le Conseil des églises chrétiennes et avec les anciens Chefs d'Etat Didier Ratsiraka et Zafy Albert. De son côté,* **Madagascar Matin (p.2)** *soutient pourtant, qu'à part le Président de la République, la délégation n'a pas de rendez-vous avec d'autres acteurs politiques, ni avec ceux de l'opposition ni avec les anciens Chefs d'Etat.*

Un peu d'humour

L'Express de Madagascar, p. 6

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :
Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu
Mirana RAZAFINDRAZAKA: mirana.razafindrazaka@eces.eu
Site web: www.incipals.eu